



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

# Institut de Genech

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2024

Institut de Genech

Rue de la Libération 59242 GENECH

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

## Institut de Genech

Rue de la Libération 59242 GENECH

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Institut de Genech,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut de Genech relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 18 décembre 2024

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 310823
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>578 469,18 €</b>	<b>440 381,62 €</b>	<b>138 087,56 €</b>	<b>161 714,95 €</b>
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits simil	562 569,89 €	440 381,62 €	122 188,27 €	145 815,66 €
Fonds commercial	15 899,29 €		15 899,29 €	15 899,29 €
Autres immob. incorporelles				
Avances et acomptes sur immos				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>76 370 766,24 €</b>	<b>40 644 005,29 €</b>	<b>35 726 760,95 €</b>	<b>32 111 044,73 €</b>
Terrains	96 207,92 €		96 207,92 €	96 207,92 €
Constructions	55 819 882,79 €	26 313 526,75 €	29 506 356,04 €	24 207 577,44 €
Installations techn., mat., outil	8 028 343,61 €	5 954 432,17 €	2 073 911,44 €	1 758 857,83 €
Autres immob. corporelles	10 344 800,05 €	8 376 046,37 €	1 968 753,68 €	1 666 055,07 €
Immobilisations en cours	2 067 794,21 €		2 067 794,21 €	4 151 507,98 €
Avances & acomptes	13 737,66 €		13 737,66 €	230 838,49 €
Biens reçus par legs ou donations				
<b>mmobilisations financières</b>	<b>2 494 709,47 €</b>	<b>8 532,31 €</b>	<b>2 486 177,16 €</b>	<b>2 485 970,61 €</b>
Participations selon mise en équi.				
Autres participations	2 459 686,66 €		2 459 686,66 €	2 459 686,66 €
Créances rattach. à des particip.	5 148,90 €		5 148,90 €	5 148,90 €
Autres titres immobilisés	17 703,85 €	762,25 €	16 941,60 €	16 735,05 €
Prêts	7 770,06 €	7 770,06 €		
Autres immob. financières	4 400,00 €		4 400,00 €	4 400,00 €
<b>TOTAL II</b>	<b>79 443 944,89 €</b>	<b>41 092 919,22 €</b>	<b>38 351 025,67 €</b>	<b>34 758 730,29 €</b>
<b>Stocks et en-cours</b>	<b>976 763,18 €</b>		<b>976 763,18 €</b>	<b>990 107,09 €</b>
Matières premières & approvision	113 636,34 €		113 636,34 €	109 055,92 €
En cours de production de biens	644 368,94 €		644 368,94 €	686 663,64 €
En cours production de services				
Produits intermédiaires & finis	218 757,90 €		218 757,90 €	194 387,53 €
Marchandises				
<b>Avances &amp; acomptes versés/com.</b>	<b>8 171,89 €</b>		<b>8 171,89 €</b>	<b>3 731,66 €</b>
Avances & acomptes versés/com.	8 171,89 €		8 171,89 €	3 731,66 €
<b>Créances</b>	<b>5 194 240,73 €</b>	<b>633 486,80 €</b>	<b>4 560 753,93 €</b>	<b>5 259 934,30 €</b>
Clients et comptes rattachés	3 455 434,11 €	628 486,80 €	2 826 947,31 €	3 213 716,36 €
Autres créances	1 738 806,62 €	5 000,00 €	1 733 806,62 €	2 046 217,94 €
Créances reçues par legs ou donatio				
<b>Divers</b>	<b>2 270 578,10 €</b>		<b>2 270 578,10 €</b>	<b>3 765 745,44 €</b>
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	2 270 578,10 €		2 270 578,10 €	3 765 745,44 €
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>335 813,62 €</b>		<b>335 813,62 €</b>	<b>276 295,38 €</b>
Charges constatées d'avance	335 813,62 €		335 813,62 €	276 295,38 €
<b>TOTAL III</b>	<b>8 785 567,52 €</b>	<b>633 486,80 €</b>	<b>8 152 080,72 €</b>	<b>10 295 813,87 €</b>
<b>Frais d'émission d'emprunt à étaler</b>				

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 310823
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes rembour. d'obligations (IV)				
Primes de rembour. d'obligations				
Ecart de conversion actif (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I à VI)	88 229 512,41 €	41 726 406,02 €	46 503 106,39 €	45 054 544,16 €

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 310823
Fonds propres sans droit de reprise			602 087,91 €	602 087,91 €
Fonds propres/asso sans droit repri			602 087,91 €	602 087,91 €
Fonds propres avec droit de reprise			999 761,60 €	999 761,60 €
Fonds propres avec droit de reprise			999 761,60 €	999 761,60 €
Ecart de réévaluation				
Ecart de réévaluation				
Réserves			4 353 917,82 €	4 403 803,20 €
Réserve légale				
Rés. statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité			1 762 284,53 €	1 812 169,91 €
Autres réserves			2 591 633,29 €	2 591 633,29 €
Report à nouveau			11 124 545,33 €	10 263 515,74 €
Report à nouveau			11 124 545,33 €	10 263 515,74 €
Résultat de l'exercice			446 686,69 €	823 343,67 €
Résultat de l'exercice			446 686,69 €	823 343,67 €
Situation nette			17 526 999,35 €	17 092 512,12 €
Subventions d'investissement			7 743 421,51 €	6 793 169,26 €
Subventions d'investissement			7 743 421,51 €	6 793 169,26 €
Provisions réglementées				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)			25 270 420,86 €	23 885 681,38 €
Fonds reportés et dédiés				
Fonds reportés liés aux legs ou don				
Fonds dédiés				
Provisions pour risques			210 439,11 €	100 000,00 €
Provisions pour risques			210 439,11 €	100 000,00 €
Provisions pour charges			356 563,00 €	428 795,00 €
Provisions pour charges			356 563,00 €	428 795,00 €
TOTAL (III)			567 002,11 €	528 795,00 €
Emprunts obligataires convertibles				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts & dettes aup. étab. crédit			13 952 693,09 €	13 188 408,45 €
Emprunts & dettes aup. étab. crédit			13 952 693,09 €	13 188 408,45 €
Emprunts et dettes financ. divers			57 757,12 €	81 352,12 €

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 310823
Emprunts et dettes financ. divers			57 757,12 €	81 352,12 €
Avanc. & acptes reçus/com en cours			706 051,17 €	662 321,07 €
Av. & ac. reçus s/com. en cours			706 051,17 €	662 321,07 €
Dettes fourniss. & cptes rattachés			2 893 768,52 €	3 370 777,37 €
Dettes fourniss. & cptes rattachés			2 893 768,52 €	3 370 777,37 €
Dettes fiscales et sociales			771 113,32 €	1 169 190,19 €
Dettes fiscales et sociales			771 113,32 €	1 169 190,19 €
Dettes sur immo. et cptes rattachés			349 671,41 €	477 756,93 €
Dettes sur immo. & cptes rattachés			349 671,41 €	477 756,93 €
Autres dettes			1 608 228,21 €	1 455 754,67 €
Autres dettes			1 608 228,21 €	1 455 754,67 €
Produits constatés d'avance			326 400,58 €	234 506,98 €
Produits constatés d'avance			326 400,58 €	234 506,98 €
TOTAL (IV)			20 665 683,42 €	20 640 067,78 €
Ecart de conversion passif (V)				
Ecart de conversion passif				
TOTAL GENERAL (I à V)			46 503 106,39 €	45 054 544,16 €



© Sage - Sage 100cloud Comptabilité Premium 7.02

Date de tirage    27/11/24

à    17:33:16

Page :    1

Détail des postes			Au 310824	Au 310823
CHARGES D'EXPLOITATION				
Coût d'achat des marchandises			189 926,70 €	146 352,95 €
Achats de marchandises			189 926,70 €	146 352,95 €
Variations de stocks de march.				
Autres achats et charges externes			22 004 766,75 €	19 582 572,88 €
Variation de stocks Mat./approv.			-27 822,23 €	-67 145,42 €
Autres achats et charges externes			22 031 354,22 €	19 643 514,30 €
Aides financières			1 234,76 €	6 204,00 €
Impôts, taxes et vers. assimilés			831 115,94 €	813 932,60 €
Impôts, taxes et vers/ assimilés			831 115,94 €	813 932,60 €
Charges du personnel			12 204 431,46 €	12 369 959,44 €
Salaires et traitements			9 642 035,26 €	9 389 661,91 €
Charges sociales			2 562 396,20 €	2 980 297,53 €
Dotations aux amortis. & provisions			3 088 067,04 €	3 022 287,89 €
Amort. sur immobilisations			2 746 169,76 €	2 757 739,93 €
Provis. sur immobilisations				
Provis. sur actif circulant			341 897,28 €	264 547,96 €
Report en fond dédié				
Autres charges			213 934,34 €	231 758,11 €
Autres charges			213 934,34 €	231 758,11 €
TOTAL I			38 532 242,23 €	36 166 863,87 €
CHARGES FINANCIERES (III)			226 464,49 €	180 658,73 €
Dot. aux amort. & aux provisions				
Intérêts et charges assimilées			226 464,49 €	180 658,73 €
Différences négatives de change				
Charges nettes/cess. mob. de plac.				
CHARGES EXCEPTIONNELLES (IV)			166 724,43 €	129 259,82 €
Sur opérations de gestion			146 426,44 €	95 972,64 €
Sur opérations en capital			20 297,99 €	33 287,18 €
Dotations aux amort. & provis.				
PARTICIP. SALARIES EXPANSION (V)				
Partic. salariés Expansion				
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VI)				
Impôts sur les bénéfices				
Solde créditeur			446 686,69 €	823 343,67 €
Bénéfice			446 686,69 €	823 343,67 €
TOTAL GENERAL (CHARGES)			39 372 117,84 €	37 300 126,09 €

Détail des postes			Au 310824	Au 310823
<div>Charges des Contributions volontair</div> <div>Secours en nature</div> <div>Mises à disposition gratuite de bie</div> <div>Prestations en nature</div> <div>Personnel bénévole</div> <div>TOTAL</div> <div>PRODUITS D'EXPLOITATION</div> <div>Cotisations</div> <div>Ventes de biens et services (A)</div> <div>Ventes de biens et marchandises</div> <div>Ventes de prestations de services</div> <div>Production stockée</div> <div>Autres Produits d'exploitation (B)</div> <div>Pdts liés à des financ. réglementai</div> <div>Subventions d'exploitations</div> <div>reprise /prov et Transf. de charges</div> <div>Utilisation des fonds dédiés</div> <div>Autres Produits</div> <div>TOTAL (A+B)</div> <div>PRODUITS FINANCIERS (III)</div> <div>De participations</div> <div>D'autres valeurs mobil. &amp; créances</div> <div>Autres intérêts et produits assim.</div> <div>Reprise/provis. &amp; transf. charges</div> <div>Différ. positives de change</div> <div>Prod. nets/cess. val. mobil. plac.</div> <div>PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV)</div> <div>Sur opérations de gestion</div> <div>Sur opér. de capital, cess. actifs</div> <div>Sur opér. de capital, subv. d'inv.</div> <div>Autres opér. de capital</div> <div>Reprises/prov. &amp; transf.de charges</div> <div>Solde débiteur</div> <div>Perte</div> <div>TOTAL GENERAL (PRODUITS)</div> <div>Contributions volontaires en Nature</div> <div>Dons en nature</div> <div>Bénévolat</div> <div>Prestations en nature</div> <div>TOTAL</div>			<div>29 085 534,50 €</div> <div>639 485,35 €</div> <div>28 487 215,29 €</div> <div>-41 166,14 €</div> <div>9 403 946,34 €</div> <div>7 605 236,34 €</div> <div>1 268 840,03 €</div> <div>510 813,65 €</div> <div>19 056,32 €</div> <div>38 489 480,84 €</div> <div>66 064,45 €</div> <div>66 028,66 €</div> <div>35,79 €</div> <div>816 572,55 €</div> <div>162 327,94 €</div> <div>8 940,00 €</div> <div>645 304,61 €</div> <div>39 372 117,84 €</div>	<div>10 852 572,98 €</div> <div>571 227,39 €</div> <div>9 770 228,69 €</div> <div>511 116,90 €</div> <div>25 606 001,83 €</div> <div>24 413 103,12 €</div> <div>746 496,78 €</div> <div>433 233,96 €</div> <div>13 167,97 €</div> <div>36 458 574,81 €</div> <div>31 251,22 €</div> <div>125,46 €</div> <div>31 120,96 €</div> <div>4,80 €</div> <div>810 300,06 €</div> <div>144 939,33 €</div> <div>21 253,33 €</div> <div>644 107,40 €</div> <div>37 300 126,09 €</div>

# *Association Institut de Genech*

*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos  
le 31/08/2024*

*Montants exprimés en EUR*

## Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités et moyens mis en œuvre	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
4	Principes et méthodes comptables	6
4.1	Principes généraux	6
4.1.1	Changement de méthode comptable	6
4.1.2	Changements d'estimation	6
4.1.3	Corrections d'erreurs	6
4.2	Dérogations	6
4.3	Principales méthodes comptables	6
5	Informations relatives aux postes du bilan	7
5.1	Actif immobilisé	7
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
5.1.3	Informations relatives aux filiales et participations	10
	Actif circulant	11
5.1.4	Stocks et en cours	11
5.2	Fonds propres	12
5.2.1	Tableau de variation des Fonds propres	13
5.2.2	Subventions d'investissement	14
5.3	Tableaux de variation des provisions pour risques et charges	15
5.4	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	15
5.5	Dettes	16
5.5.1	Emprunts et autres dettes assimilés	16
5.5.2	Autres dettes	16
6	Informations relatives au Compte de résultat	17
6.1.1	Ventes de biens et de services	17
6.1.2	Produits de tiers financeurs	17
6.2	Charges du compte de résultat	19
6.2.1	Salaires et traitements, charges sociales	19
6.3	Résultat Financier	19
6.4	Résultat Exceptionnel	19
6.5	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	20
6.1	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	21
6.2	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	21
7	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	22
7.1	Engagements financiers donnés et reçus	22

## **1**      **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement catholique, d'établissements de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité :

- de deux établissements qui remplissent les missions définies à l'article L 813-1 du code rural, dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural, situés à Genech et Bavay respectivement ,
- d'un CFA dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles du Livre II de la Sixième Partie du Code du Travail,
- d'un lycée d'enseignement général relevant du ministère de l'Education nationale et dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles du titre IV du livre IV du code de l'Education.

L'association, à travers les établissements dont elle a la responsabilité, contribue au développement personnel des élèves, étudiants, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle, à l'élévation et l'adaptation de leur niveau de formation et de qualification, ainsi qu'à leur insertion sociale et professionnelle.

Par son objet l'association contribue à l'animation et au développement des territoires, ainsi qu'aux activités de développement, d'expérimentation et de recherche appliquée, dans les domaines liés aux formations qu'elle assure et de coopération internationale.

Pour réaliser son objet, l'association peut également passer contrat ou convention avec des collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme public ou privé concourant même partiellement à son objet.

## 2 Nature et périmètre des activités et moyens mis en œuvre

**Le groupe est constitué d'un lycée agricole sous contrat ministère de l'agriculture, un lycée général sous contrat ministère de l'éducation nationale, un CFA, et un centre de formation continue. Une EURL Genech Conseil et une SCI sont rattachées à l'Institut.**

Au total, l'institut est organisé en 8 unités sur 3 sites :

Un collège

Un lycée professionnel (site de Genech)

Un lycée technologique

Un lycée général

Un pôle d'enseignement supérieur

Un lycée professionnel sur le site de Bavay

Un CFA dénommé CFA Ecclor avec une activité propre sur les sites de Lesquin, Genech et Bavay et une activité partenariale avec un réseau de 27 UFA réparties sur les régions Hauts de France, Normandie, Grand Est et Bourgogne Franche-Comté. Il accueille à cette année 2610 apprenants dont 710 en propre.

Lycée d'enseignement général (Ministère de l'éducation Nationale)

Formation initiale scolaire temps plein - Genech 800 élèves

Lycée d'enseignement Agricole Privé (ministère de l'Agriculture)

Formation initiale scolaire temps plein - Genech

1422 élèves et étudiants (dont 374 rattachés au LEG)

Hors étudiants en post-BTS, licence professionnelle...

Site CFA-FC de Lesquin (et Loos en G.) :

Formation Initiale en Alternance (Apprentissage), 405 apprentis

Formation Adulte à Lesquin, 200 adultes (formation continue et formations courtes)

Site CFA-FC de Genech

Formation Initiale en Alternance (Apprentissage), 215 apprentis

Formation Adulte, une dizaine d'adultes (formation continue)

Site de Bavay

124 élèves et 86 apprentis

Filiales

EURL Genech Conseil, Formation de salariés et chefs d'entreprise

Société Civile Immobilière d'Engrain, (Lesquin) - SCI

### **3        Faits caractéristiques significatifs, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

#### **3.1        *Faits caractéristiques de l'exercice***

Néant

#### **3.2        *Faits caractéristiques postérieurs à la clôture***

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

## **4 Principes et méthodes comptables**

### **4.1 Principes généraux**

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **4.1.1 *Changement de méthode comptable***

Notre entité n'a pratiqué aucun changement de méthode comptable

#### **4.1.2 *Changements d'estimation***

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **4.1.3 *Corrections d'erreurs***

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

### **4.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### **4.3 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.



## 5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

### 5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 5.1.2.1.

#### 5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Rubriques	Valeurs brutes au 01/09/2023	Augmentations	Diminutions	Transfert	Valeurs Brutes au 31/08/2024
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	572 469	6 000			578 469
Terrains	96 208	0			96 208
Constructions	49 088 506	6 731 377			55 819 883
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 288 387	798 966	59 009		8 028 344
Autres immobilisations corporelles	9 573 853	1 123 029	352 082		10 344 800
Immobilisations financières	2 494 503	207			2 494 710
Immobilisations en cours et acomptes sur immobilisations	4 382 346	1 314 687		-3 615 501	2 081 532
Total	73 496 272	9 974 265	411 091	-3 615 501	79 443 945

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par

Désignation	Investissements Directs
Construction Bâtiment AGORA.....	5.957.836,72 €
Transformation 3 salles de classe en chambres aile DE.....	504.879,34 €
700 Tablettes élèves .....	307.578,85 €
Bus IVECO.....	287.880,00 €
Matériel Audiovisuel bâtiment Agora.....	162.404,80 €
TOTAL	7.220.579,71 €

Le total des investissements s'est élevé à 8.575.660,66 euros pour l'Institut augmenté de 83.710,51 euros pour Bavay soit un total de 8.659.371,17 euros auquel s'ajoutent les immobilisations en cours au 31 août 2024 soit 2.081.531,87 €, à savoir pour les principales :

- Construction Fromagerie : 939.694,46€
- Tablettes élèves : 316.474,80 €
- Constructions de 2 City Park : 250.867,01 €

Les sorties de l'exercice se sont élevées à 411.090,99 € :

Désignation	Sorties
CONSTRUCTIONS.....	0.00 €
AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS.....	0,00 €
MATERIELS ET OUTILLAGES.....	59.009,44 €
MATERIEL DE TRANSPORT.....	36 527,76 €
MATERIELS DE BUREAU ET INFORMATIQUES.....	303.401,29 €
MOBILIER.....	0,00 €
CHEVAUX.....	12.152,50 €
	-----
TOTAL	<b>411.090,99 €</b>

#### 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations dotations aux amortissements	Diminutions amortissements afférents aux éléments sortis	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	410 754	29 627		440 382
Constructions	21 053 713	1 236 682		22 290 395
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 834 648	195 916		4 030 564
Matériels et outillages	5 538 581	482 967	58 065	5 963 484
Agencements et installations	2 618 634	118 693		2 737 327
Matériel de transport	318 718	44 773	29 659	333 832
Matériel de bureau et informatique	2 584 487	531 287	303 070	2 812 704
Mobilier	2 369 475	106 224		2 475 699
<b>Totaux</b>	<b>38 729 011</b>	<b>2 746 170</b>	<b>390 793</b>	<b>41 084 388</b>

### 5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 et 5 ans
Constructions	Linéaire	5, 8, 10, 15 & 20 ans
Lot A : Gros Œuvres	Linéaire	50 ans
Lot B : Couverture, menuiseries extérieures	Linéaire	30 ans
Lot C : Chauffage, plomberie, électricité, ventilation	Linéaire	20 ans
Lot D : Aménagements intérieurs	Linéaire	15 et 20 ans
Agencements et installations	Linéaire	3 à 30 ans selon la nature de l'immobilisa
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 30 ans selon la nature de l'immobilisa.
Matériel de transport	Linéaire	5, 8 et 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 et 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3,5 et 10 ans

### 5.1.3 Informations relatives aux filiales et participations

Société	Capitaux propres	% capital détenu	Date du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
<b>E.U.R.L GENECH CONSEIL</b>	<b>97.408,99 €</b>	<b>100 %</b>	<b>31 / 08 / 2024</b>	<b>18 870 €</b>
<b>S.C.I D'ENGRAIN</b>	<b>2.064.382 €</b>	<b>70,30 %</b>	<b>31 / 12 / 2023</b>	<b>90 553 €</b>

## **Actif circulant**

### **5.1.4 Stocks et en cours**

Les stocks d'approvisionnements sont évalués selon la méthode FIFO.

#### **5.1.4.1 Echéance des créances – Provisions pour Dépréciations**

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

Tableau détaillé des provisions pour dépréciation d'actifs :

Elément d'actif	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant des provisions à la fin de l'exercice
<b>1) <u>Actifs immobilisés</u></b>	0	0	0	0
- Titres de participations				
- Créances participatives	8 532	0	0	8 532
<b>Sous total 1</b>	<b>8 532</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 532</b>
<b>2) <u>Actifs circulants</u></b>				
- Client	617 963	231 458	220 934	628 487
- Autres créances	5 000	0	0	5 000
<b>Sous total 2</b>	<b>622 963</b>	<b>231 458</b>	<b>220 934</b>	<b>633 487</b>
<b>Totaux</b>	<b>631 495</b>	<b>231 458</b>	<b>220 934</b>	<b>642 019</b>

Provision pour dépréciation des créances clients :

La méthode utilisée pour calculer la provision pour dépréciation des créances clients est la suivante :

100% des créances N-1 sont passés en provision pour les Apprentis et FI,  
50% pour les comptes 41C

Concernant les créances CFA (OPCO) le montant de la provision s'élève à 189 k€, soit à 100% du montant des créances antérieures au 31/08/2022 et à 50% des montant des créances de 2022-2023, pour les UFA de Lesquin et Bavay.

Les conventions de gestion signées avec les autres UFA, prévoient que le risques des recouvrements sont supportés par elles même.

#### 5.1.4.2 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Désignation	Détail	Total
<u>Charges</u>		
Locations	30 602	
Maintenances	60 208	
Catalogues et imprimés	4 452	
Fournitures	78 922	
Taxe foncière	40 065	
Cotisations	49 802	
Abonnements	6 800	
Téléphone	62	
Assurances	64 306	
Publicité	595	
Sous traitance	0	
<u>486000 Charges constatées d'avance</u>		<b><u>335 814</u></b>

## 5.2 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 5.2.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	solde à nouveau 01/09/2023	Affectation du resultat	Augmentation	Diminution	Solde au 31/08/2024
<b><u>Fonds propres sans droit de reprise</u></b>					
APPORT SANS DROIT DE REPRISE GENECH	88 545				88 545
APPORT SANS DROIT DE REPRISE BAVAY	513 543				513 543
<b><u>Fonds Propres avec droit de reprise</u></b>					
APPORT AVEC DROIT DE REPRISE	999 762				999 762
<b><u>Réserves</u></b>					
RESERVES POUR INVESTISSEMENTS	604 890	-37 686			567 204
RESERVE DU CFA REGIONAL	1 207 280			72 393	1 134 887
RESERVE NORMANDIE CFA ECCLOR	0		60 193		60 193
RESERVES DE TRESORERIE	2 591 633				2 591 633
<b><u>Report à Nouveau</u></b>					
REPORT A NOUVEAU SOLDE CREDITEUR	10 263 517	861 030			11 124 546
<b><u>Résultat de l'exercice</u></b>	<b>823 344</b>	<b>-823 344</b>	<b>446 687</b>		<b>446 687</b>
-					
<b><u>Situation nette</u></b>	<b>17 092 514</b>	<b>0</b>	<b>506 880</b>	<b>72 393</b>	<b>17 527 000</b>
-					
<b><u>Subvention d'équipement</u></b>	6 793 169		1 595 557	645 305	7 743 421
<b>Total</b>	<b>23 885 683</b>	<b>0</b>	<b>2 102 437</b>	<b>717 698</b>	<b>25 270 421</b>

#### 5.2.1.1 *Fonds propres sans droit de reprise*

L'apport de l'école d'horticulture sans droit de reprise pour un montant de 88.545,43 Euros auquel s'ajoute l'apport sans droit de reprise du LEAP de BAVAY pour 513 542,48 Euros

Les fonds propres sans droits de reprises représentent au 31/08/2024 un total de 602.087,91 €

#### 5.2.1.2 Fonds propres avec droits de reprise

Des fonds associatifs avec droits de reprise de 999.761,60 euros constitués par l'apport associatif du Syndicat pour la Promotion de l'enseignement Libre Agricole de la Région Nord (S.P.L.A.R.N) de 6.558 parts sociales de la S.C.I d'ENGRAIN au profit de l'Institut de Genech.

#### 5.2.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan



### 5.3 *Tableaux de variation des provisions pour risques et charges*

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

<b>Tableau des provisions pour risques et charges</b>	<b>31/08/2023</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>31/08/2024</b>
Provision pour indemnité de départ à la retraite	428 795		72 232	356 563
Provision pour risque prud'homal	100 000			100 000
Autres Provisions pour risque	0	110 439		110 439
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>528 795</b>	<b>110 439</b>	<b>72 232</b>	<b>567 002</b>

— Provisions pour risques : 100 000 euros  
Ces provisions correspondent à des risques pour litiges sociaux.

1. Provision pour charges : 467 002 euros.

Ces provisions concernent :  
- les départs en retraite pour un montant de 356 563 €  
- la régularisation MSA sur l'année 2020 pour 110 439 €

### 5.4 *Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés*

Le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite s'élève à 356 563 euros.

Cette provision tient compte notamment des paramètres suivants :

- Age de départ en retraite prévu à 62 ans,
- Taux de charges sociales individuel par salarié, soit une moyenne de 38,4 %
- Taux de revalorisation des salaires de + 1,50 %
- Taux de calcul actuariel de 3,5 %
- Taux de turnover appliqué 6 %

## 5.5 **Dettes**

### 5.5.1 *Emprunts et autres dettes assimilés*

Rubrique	Total	A moins d'1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Dont emprunts	13 494 597 €	1 825 518 €	5 075 534 €	6 593 545 €

Rubrique	Solde au 1/09/2023	Souscriptions	Remboursements	Solde au 31/08/2024
Dont emprunts	13 140 778 €	1 990 505 €	- 1 636 686 €	13 494 597 €

Une ligne de crédit a été souscrite auprès de la caisse d'épargne d'un montant 5.500.000,00 € sur une durée de 240 mois. Au 31/08/2024, le montant mobilisé est de 5.500.000 €.

#### 5.5.1.1 Partenaires - comptes courants

Le montant des fonds apportés ou laissés temporairement à la disposition de l'entité par les partenaires (associations affiliées de l'entité), s'élève à 57 757 € contre 81 352 € l'exercice précédent.

### 5.5.2 *Autres dettes*

Toutes les dettes autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

## 6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général. Produits du compte de résultat

### 6.1.1 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

Secteurs d'activité	Chiffre d'affaires € 2023-2024	Chiffre d'affaires € 2022-2023
Formation initiale agri	5 736 006 €	4 674 856 €
Formation initiale E.N	1 988 849 €	1 871 967 €
Centre adultes	398 459 €	659 196 €
C.F.A.	19 211 846 €	1 302 264 €
Exploitation	1 791 541 €	1 833 173 €
Total	29 126 700 €	10 341 456€

Suite à la recommandation du CNEAP, les refacturations auprès des OPCO initialement comptabilisées dans les comptes 734 sont maintenant imputées dans les comptes 706.

C'est la raison pour laquelle une variation importante existe par rapport à 2022-2023.

### 6.1.2 Produits de tiers financeurs

#### 6.1.2.1 Concours publics et subventions d'exploitation

##### 6.1.2.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

#### 6.1.2.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

#### 6.1.2.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Opérateurs de compétences	Etat	Collectivités territoriales	Autres	Total
Concours publics		6 392 998 €	1 212 239 €		7 605 237 €
Subvention d'exploitation		238 556 €	737 086 €	293 197 €	1 268 839 €
Subvention d'investissement					
<b>Total</b>	<b>0 €</b>	<b>6 631 554 €</b>	<b>1 949 325 €</b>	<b>293 197 €</b>	<b>8 874 076 €</b>

Le chiffre d'affaires OPCO facturé pour le compte des UFA, hors Lesquin et Bavay, fait l'objet d'un prélèvement de 5% au titre des frais de gestion du CFA ECCLOR, selon les conventions conclues avec les Unités de Formation d'Apprentis.

Le chiffre d'affaires net des frais de siège des UFA autres que Lesquin et Bavay, fait l'objet d'une facturation de sous-traitance des UFA à l'attention de l'Institut de Genech. Le total de la sous-traitance comptabilisée en charges en 2023-2024 s'établit à 12.842.859,52 €.

## **6.2 Charges du compte de résultat**

### **6.2.1 Salaires et traitements, charges sociales**

D'autre part, le nombre de salariés rémunérés, exprimé en équivalent temps plein, a été de 276 ETP pour l'exercice 2023-2024, contre 276 ETP pour exercice précédent.

## **6.3 Résultat Financier**

Le résultat financier intègre principalement les intérêts sur les emprunts souscrits.

## **6.4 Résultat Exceptionnel**

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

Les **produits exceptionnels** intègrent :

#### Sur les opérations de gestion :

- une extourne du compteur EDF cuisine pour l'exercice 2018/2019 prescrit, pour 51.705,39 €
- versements de la chambre d'agriculture pour des stages adultes de 2020-2021-2022 pour 42.390,00 €
- remboursements des taxes sur le carburant GNR de 2022 et 2023 pour 7.363,61 €
- l'effort construction de 20215 et 20216 non réglés pour 46.795,12 €
- un remboursement de la msa élèves des années antérieures pour 1.842,65 €
- de l'annulation de chèques de plus d'un an pour 204,70 €
- des règlements de frais de mises en demeures pour des créances antérieures de 687,34 €
- des régularisations de dettes fournisseurs de plus de 5 ans pour 1.910,73 €
- des produits sur ex. antérieurs concernant des aides unique à l'emploi pour 1.000 €
- de la régularisation des exercices antérieurs de voyages élèves et projets PIC pour 3.443,57 €
- d'autres produits divers pour 4.984,83 €

#### Sur les opérations en capital :

- des produits de cessions d'immobilisation pour 8.940,00 €
- de la quote part de la subvention année 23-24 : 562.974,58 €
- de la quote part de la taxe d'apprentissage affectée à l'investissement : 82.330,03€

**Soit un total de 816.572,55**

Les **charges exceptionnelles** intègrent :

Sur les opérations de gestion :

- Des factures DALKIA pour la période de 2022-2023 de 86.913,14 €
- Chômage partiel non perçu pour la période COVID de 3.205,62 €
- Un réajustement de la provision des loyers à recevoir la SCI de la Haute Borne pour 7.500 €
- Non réalisation de chantiers en cours pour 7.876,71 €
- Des pénalités et amendes de 24.124,35 €
- Une facture de l'AGCNAM de 2021 pour 5.000,00 €
- Une facture de l'Université de Lille de 2022 pour 3.000,00 €
- Des autres charges diverses pour 8.806,62 €

Sur les opérations en capital :

- les valeurs comptables d'actifs cédés, pour 20.297,99 €

**soit un total de 166.724,43 €.**

## **6.5 Contributions volontaires en nature du compte de résultat**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature :

- les motifs de notre décision sont les suivantes :

Les deux conditions suivantes devant être remplies ne le sont pas :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
- l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

**6.1      *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat***

**6.1.1.1    Honoraires du commissaire aux comptes**

Nature	Montant comptabilisé TTC
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	41.280 €

**6.2      *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)***

Le montant total des « *rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature* » s'est élevé à 280 040 € sur l'exercice 2023-2024.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « *compte financier* » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « *à l'engagement éducatif* ».

## **7 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan**

### **7.1 Engagements financiers donnés et reçus**

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Garanties des emprunts	12 234 703 €	

Détail des garanties données :

Le prêt de 1.500.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lille pour la construction du local jus de pommes, la construction de la salle de musculation, la construction de préaux, la construction de boxes à chevaux, la construction de la fumière et le phytobac, la construction de sanitaires au restaurant scolaire, et l'acquisition de divers matériels, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2024 le capital restant dû est de 122.793,06 euros.

Le prêt de 1.099.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2024 le capital restant dû est de 327.487,02 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 1.500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 732.612,68 euros.

Le prêt de 500.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'un mandat irrévocable d'hypothèque. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 172.996,22 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour divers investissements et travaux, dont serres et tunnel de production, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 728.292,76 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour la construction d'un bâtiment à usage de classes et d'un internat, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 927.992,75 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment, a fait l'objet d'un mandat irrévocable d'hypothèque. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 1.309.300,34 euros.



Le prêt de 700.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour des travaux de menuiseries, toiture et de construction et équipement de nouveaux laboratoires, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 700.00,00 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 306.504,17 euros.

Le prêt de 1.000.000 euros octroyé par la banque postale pour des travaux divers sur des toitures fait l'objet d'une promesse d'affectation hypothécaire. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 1.000.00,00 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 670.936,46 euros.

Le prêt de 600.000 euros octroyé par le CIC Nord-Ouest pour la nouvelle laverie et chaîne de distribution pour la cantine de Genech, fait l'objet d'un nantissement du compte sur lequel sont ou seront domiciliés les remboursements du crédit. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 600.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 402.342,30 euros.

Le prêt de 300.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour le financement de travaux immobiliers divers, à savoir des préaux, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 300.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 252.342,36 euros.

Le prêt de 200.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour le financement de travaux immobiliers divers, à savoir la rénovation des sanitaires de l'internat, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 200.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 150.951,53 euros.

Le prêt de 5.500.000 euros octroyé par la Caisse d'Epargne Hauts de France pour le financement de la construction d'un bâtiment LEARNING LAB CENTER, d'un pôle cheval CFA et de la rénovation des sanitaires, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 5.500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 5.419.965,95 euros.

Le prêt de 500.000 euros octroyé par la Caisse d'Epargne Hauts de France pour le financement des travaux de création d'une fromagerie, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 473.545,26 euros.

Le prêt de 350.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour l'acquisition de tablettes et de matériel informatique, a fait d'un nantissement du compte sur lequel sont ou seront domiciliés les remboursements du crédit. Au 31 août 2024, les capitaux débloqués s'élèvent à 255.323,66 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 236.640,02 euros.

